

ASSEMBLEE DE CORSE

DELIBERATION N° 92/112 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE PORTANT ADOPTION D'UNE MOTION RELATIVE AUX DIFFICULTES ECONOMIQUES DES ENTREPRISES CORSES DU SECTEUR AERONAUTIQUE

SEANCE DU 2 OCTOBRE 1992

L'an mil neuf cent quatre vingt douze, et le deux octobre, l'Assemblée de Corse, régulièrement convoquée, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Jean-Paul de ROCCA SERRA, Président de l'Assemblée de Corse.

ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.

Jean-Louis ALBERTINI, François ALFONSI, Nicolas ALFONSI, Pascal ARRIGHI, Vincent AVOGARI DE GENTILI, Léonard BATTISTI, Jean BIANCUCCI, Dominique BUCCHINI, Dominique BURESI, Pierre-Jean CASTA, Paul COMBETTE, Jean-Charles COLONNA, Jean JALPI, Norbert LAREDO, Félix LUCIANI, Paul-Antoine LUCIANI, Pierre-Jean LUCIANI, Toussaint LUCIANI, Antoine-Louis LUISI, Marie-Paule MANCINI-NERI, Marc MARCANGELI, Emile MOCCHI, Paul PERFETTINI, Pierre-Timothée PIERI, Pierre POGGIOLI, Paul-Donat POLI, Paul QUASTANA, Simon-Jean RAFFALLI, Jean-Paul de ROCCA SERRA, Paul SCARBONCHI, Edmond SIMEONI, Joseph SISTI, Jean-Guy TALAMONI, Michel VALENTINI, Marie-Jeanne VIDAILLET-PERETTI.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :

M. Henri ANTONA à M. Toussaint LUCIANI
M. Jean-Marc BALESINI à M. Félix LUCIANI
M. Eugène BERTUCCI à M. Paul COMBETTE
M. Pierre-Philippe CECCALDI à M. Pierre-Jean CASTA
M. Joseph-Antoine CHIARELLI à M. Nicolas ALFONSI
M. Edouard CUTTOLI à M. Pierre-Jean LUCIANI
M. Jules-Laurent FERRANDI à M. Antoine-Louis LUISI
M. Jacques FIESCHI à M. François ALFONSI
M. Antoine GAMBINI à M. Jean JALPI
M. Sauveur GANDOLFI-SCHEIT à M. Simon-Jean RAFFALLI
M. Ours Ange Pierre GRIMALDI à M. Pierre-Timothée PIERI
M. François MOSCONI à M. Emile MOCCHI
M. Jules-Paul NATALI à M. Jean-Charles COLONNA
M. Alphonse TAMBURINI à M. Paul PERFETTINI

ETAIENT ABSENTS : MM.

Dominique BIANCHI, Alain ORSONI.

L'ASSEMBLEE DE CORSE

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la loi n° 83.663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83.8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,

VU la loi n° 86.16 du 6 janvier 1986 relative à l'organisation des régions et portant modification de dispositions relatives au fonctionnement des conseils généraux,

VU la loi n° 86.972 du 19 août 1986 portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales,

VU la loi n° 91.428 du 13 mai 1991 portant statut de la collectivité territoriale de Corse,

VU le règlement intérieur de l'Assemblée de Corse, visé en son article 57,

VU la motion déposée par le groupe Corsica Nazione,

APRES EN AVOIR DELIBERE

ARTICLE PREMIER :

ADOPTE la motion dont la teneur suit :

"CONSIDERANT les difficultés économiques des entreprises corses du secteur aéronautique : Corse Composite Aéronautique et Atelier d'Equipement Aéronautique.

CONSIDERANT que la création et la consolidation de ces entreprises émanent d'une volonté politique d'industrialisation de la Corse dans un secteur de haute technologie.

CONSIDERANT que ces deux firmes emploient directement 200 personnes et que les effets induits ne sont pas négligeables.

CONSIDERANT que leur survie dépend d'un apport de nouvelles charges de travail qui, dans la conjoncture actuelle, ne pourrait se concrétiser qu'au travers d'une volonté politique explicite.

CONSIDERANT que ces deux entreprises sont complémentaires et ne peuvent être dissociées,

L'Assemblée de Corse,

DEMANDE que ce dossier soit inscrit de manière prioritaire à l'ordre du jour de la réunion du comité pour le développement de la Corse qui doit se tenir en octobre 1992".

ARTICLE 2 :

La présente délibération qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Corse.

AJACCIO, le 2 Octobre 1992

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE CORSE,

Dr Jean-Paul de ROCCA SERRA